

Le rôle des PME dans la croissance économique en Algérie**The role of SME on the economic growth in Algeria****Dr. Dounya Kerzabi**Maitre de conférences - Université de
Tlemcen

Laboratoire MIFMA

douniakerzabi@gmail.com

Dr. Zouleykha samiya Kerzabi *

Maitre de conférences - Université de Saida

zkerza@yahoo.fr

P. Abdallah Tayebi

Maitre assistant- Université d'Adrar

tayebiabdellah@yahoo.fr

تاريخ النشر: 2019/06/01

تاريخ القبول للنشر: 2019/05/17

تاريخ الاستقبال: 2019/01/11

Résumé :

Les PME sont considérées comme le moteur déclencheur d'une relance économique visant à accroître la croissance économique des pays. La majorité des PME, en Algérie, a été créée au cours de la période 1995 - 2000.

Le but de cette étude est d'analyser l'impact des PME sur le taux de croissance économique en Algérie durant la période 2001 - 2016, tout en contrôlant d'autres facteurs affectant cette croissance. Les résultats de la régression concluent que la contribution des PME à la croissance économique est significativement positive, mais demeure faible.

Mots clés : PME - Croissance économique - L'économie algérienne –La méthode MCO.

Jel de classification: C 32 – M 13 – N 87 – O 47 – R 11

Abstract :

The SME are a condition for economic recovery in order to increase the economic growth of the countries. The majority of SME, in Algeria, was created during the period 1995-2000.

The objective of this study is to analyze the impact of SME on the economic growth in Algeria during the period 2001 - 2016, while controlling other factors affecting this growth. The results of the estimation conclude that the contribution of SME to the economic growth is significantly positive, but remains low.

Keywords: SME - Economic growth - Algerian economic – OLS Method.

Jel de classification: C 32 – M 13 – N 87 – O 47 – R 11

* - L'expéditeur de l'Article: D^r. Kerzabi Zouleykha samiya

Introduction :

L'Algérie a opté pour la relance économique du secteur hors hydrocarbures qui s'est traduit par une série de réformes pour la mise à niveau et la promotion des petites et moyennes entreprises.

Les petites et moyennes entreprises (PME) suscitent un intérêt croissant chez l'ensemble des acteurs de la vie économique et contribuent à la croissance économique. Dans la plus part des pays développés, plus de 90% des entreprises sont des PME, elles représentent une part substantielle du PIB et génèrent plus de la moitié des emplois.

Au début de l'année 2012, l'Algérie compte environ 700 000 PME, dont 95% sont des TPE (Très Petites Entreprises), qui emploient plus de 1,7 million de personnes, et génèrent 52% de la production totale du secteur privé hors hydrocarbure et près de 35% de la valeur ajoutée mais avec seulement 15 PME pour 1000 habitants, contre une moyenne de 50 à 60 pour 1000 habitant dans les pays émergents.

C'est au milieu des années 70 que les PME reviennent sur la scène économique. La prédominance des grandes sociétés est remise en cause à la faveur de la petite entreprise. La création des PME devient alors un levier privilégié des politiques économiques requis dans les actions de différents gouvernements des pays développés.

La compréhension de la relation entre les PME et la croissance économique a suscité l'intérêt de plusieurs chercheurs et de nombreuses tentatives ont été faites pour établir des relations statistiques entre les PME et le taux du PIB. Certains auteurs confirment le rôle de ces entreprises à petite tailles pour qui elles sont le moteur de création d'emploi et de la croissance économique.

Les PME sont désormais reconnues comme un enjeu majeur de compétitivité, du fait de leur flexibilité et adaptabilité face aux changements et leur implication dans les domaines de l'innovation.

Le but de cet article est d'étudier empiriquement la relation entre le développement du secteur des PME et la croissance économique en Algérie, en essayant de répondre à la problématique suivante :

« Quel impact les PME ont-elles sur la croissance économique en Algérie ? »

Afin de répondre à cette problématique, nous avons divisé notre travail en quatre points fondamentaux. La première section traite les différents travaux antérieurs menés dans ce domaine. Dans une deuxième section, nous tentons d'expliquer, par une méthodologie quantitative et analytique, la contribution des PME à l'économie algérienne. La troisième section est consacrée à l'analyse de la relation entre la promotion des PME et la croissance économique en Algérie durant la période 2001 – 2016 à l'aide de la méthode des moindres carrés. La dernière section est consacrée aux différents résultats.

I- Place des PME dans l'économie algérienne :**1- Définition et caractéristiques des PME algériennes :**

Les petites et moyennes entreprises constituent un groupe hétérogène. Elles sont présentes dans des activités très diverses. Une PME peut être le petit artisan qui vend ses produits sur le marché du village ou, une entreprise internationale. Les PME peuvent appartenir à des propriétaires pauvres ou riches. Elles se distinguent par le niveau de compétence de leurs salariés, le montant de leur capital, leur technicité et leur vocation plus à se développer, et relèvent soit de l'économie parallèle, soit de l'économie officielle.

La définition statistique des PME varie selon les pays et tient généralement compte des effectifs, du montant du chiffre d'affaires...etc. L'union européenne fixe le nombre des salariés dans les PME à 200 ou 250, le Japon à 300 salariés et 500 salariés aux Etats Unis.

Selon la loi N° 01/18 du 12 décembre 2001, l'Algérie définit les PME comme des entreprises qui emploient de 1 à 250 personnes, avec un chiffre d'affaires de 2 Milliards de Dinars au maximum, et qui ont un statut juridique d'entreprise de production de biens ou de services. Cette loi a été remplacée par la loi N° 17/02 du 10 Janvier 2017 qui définit les PME comme une entreprise de production de biens et/ou de services qui emploie 1 à 250 personnes, avec un chiffre d'affaires qui n'excède pas 4 Milliards de dinars algériens ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 1 Milliards de dinars algériens.

Cependant, cette loi distingue les PME en trois classes :

Tableau N°1 : Classement des PME selon la taille

Taille	Nombre d'effectif	Chiffres d'affaires	Total du bilan
Moyenne entreprise	50 à 250	400 millions DA à 4 milliard DA	200 millions DA à 1 milliards DA
Petite entreprise	10 à 49	Moins de 400 millions DA	Moins de 200 millions DA
Très petite entreprise	1 à 9	Moins de 40 millions DA	Moins de 20 millions DA

Source : Elaboration personnelle à partir du journal officiel : Loi N° 17/02 du 10/01/2017 portant loi d'orientation sur le développement des PME

L'introduction des PME en Algérie est relativement récente dont la majorité a été créée au cours de la période 1995 – 2000.

Pour lancer son économie, l'Algérie a mis en œuvre une série de réformes et de mise à niveau des PME :

- 1982 - 1983 : Lancement d'un nouvel organisme pour investissement dans l'économie par le décret 82/11 du 21/02/1982 et création d'un comité pour l'orientation, le suivi et la coordination pour les investissements privés.
- 1987 - 1988 : L'ouverture de la chambre nationale du commerce, et le commencement des réformes qui favorisent l'adoption de l'économie de marché.
- 1990 : L'émission de la loi sur la monnaie et les prêts.
- 1993 : Promotion des investissements par le décret 93/12 du 05/10/1993. Ce qui a permis d'accorder des avantages pour les investissements.
- 1994 – 1995 : Création du ministère des PME, et l'encouragement de la privatisation et le lancement de la libération du commerce.
- 2001 : Promulgation de la loi d'orientation N° 18/2002 qui contient la loi de la promotion des PME. Le but de cette loi est améliorer la capacité de production de ces entreprises et avoir une meilleure compétitivité dans le marché mondial. Des mesures ont été prises en se traduisant par une baisse significative des taxes, des redevances fiscales et des charges sociales, ainsi qu'un assouplissement des procédures administratives de création d'entreprises.

- 2002 : L'intégration des productions artisanales au secteur des PME, et la création d'une caisse de garantie pour les crédits bancaires accordés aux PME.
- 2003 : Création d'un programme pour l'information économique concernant les PME et l'ouverture des bureaux régionaux pour réhabilitation des PME.
- 2005 - 2009 : Création de l'ANDI et l'accord d'un montant de 4 Milliards de Dinars pour le développement des industries artisanales en régions rurales.
- 2017 : La mise en place de la loi N° 17/02 du 10 Janvier 2017 portant loi d'orientation sur le développement des PME qui a pour objectifs de:
 - publier et promouvoir la diffusion de l'information à caractère industriel, commercial, juridique, économique, financier, professionnel et technologique relative au secteur des PME ;
 - encourager toute initiative tendant à faciliter l'accès des PME au foncier ;
 - œuvrer pour la mise en place de régimes fiscaux adaptés aux PME ;
 - faciliter l'accès des PME aux instruments et services financiers adaptés à leurs besoins ;
 - encourager les associations professionnelles, les bourses de sous-traitance et les groupements ;
 - renforcer la coordination entre les dispositifs de création et d'appui aux PME aux niveaux central et local.

Ce programme a visé la mise à niveau du secteur des petites et moyennes entreprises. En 2013, leur nombre est passé de 150 à 200 PME appartenant au secteur de l'industrie agro-alimentaire, des matériaux de construction, de la chimie et de la pharmacie, de l'électricité, de l'électronique et des TIC.

Les PME algérienne se caractérisent par les critères suivants :

- La concentration des PME est plutôt dans des créneaux délaissés par le secteur public, et toujours caractérisées par de faibles niveaux d'innovation.
- Les entreprises sont familiales et très hésitantes à ouvrir leur capital aux étrangers puisque leur marché est local ou national (très rarement international).
- Une partie des activités de l'entreprise se pratique dans l'informel (Financement, production, approvisionnement et commercialisation).
- La collaboration entre entrepreneurs et autorités publiques n'est pas assez développée.

2- Evolution des PME en Algérie :

Suite à l'adoption de la loi d'orientation sur la PME de 2001, la densité des PME a presque quadruplé, environ la moitié des PME ont été créées entre 2001 et 2008.

Des caractéristiques plus détaillées sur l'évolution du secteur des PME sont mentionnées dans le tableau suivant :

Tableau N° 2 : Evolution de la population des PME

PME	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Privées	618.515	658.737	532.702	578.568	633.891	690.113	786.989
Publiques	557	572	561	547	544	532	390
Artisans	--	--	154.123	168.801	186.303	206.166	235.242
Total	619.072	659.309	687.386	747.387	820.738	896.811	1.022.621

Source : Elaboration personnelle à partir des statistiques du ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement

Le tableau ci-dessus montre l'augmentation de la création des PME ces dernières années, sur la base de structure juridique. Nous remarquons que la population des PME est constituée essentiellement de PME privées qui représentent plus de 99 % du total des PME et avec un taux de croissance de 6,75% en 2010. A la fin de l'année 2016, la population globale des PME s'élève à 1.022.621 entités et avec un taux de croissance de 9,42%, représentant un accroissement net total de 125.810 PME.

Par contre les PME publiques ne représentent que 0,01% de la population globale, sachant que leur nombre suit une courbe décroissante ; 390 PME en 2016 contre 532 PME en 2015, soit un recul important de 26,96%. Cette diminution a été faite à la faveur essentiellement des choix stratégiques des pouvoirs publics après une restructuration du secteur public.

Alors que le total des artisans a connu une augmentation.

En matière de densité, le secteur enregistre un taux de 20 PME par 1000 habitants, un taux qui reste très loin des normes internationales.

3- Contribution des PME algérienne à la croissance économique et l'emploi :

Les PME jouent un rôle important dans le développement national et économique qui se traduit par leur contribution à la formation du PIB et leur importance dans la création d'emploi.

3-1- Contribution des PME en matière d'emploi :

La création d'emploi est considérée comme l'idée centrale qui fonde la promotion des PME. La théorie soutient l'idée que les PME sont plus créatrices d'emploi que les grandes industries, elles procurent plus de la moitié des emplois formels dans le monde.

L'Algérie, comme beaucoup d'autres pays, a pris conscience de l'importance des PME et son apport important pour l'emploi.

Durant ces dernières années, le taux de chômage en Algérie a connu une baisse conséquente, en raison de la contribution du secteur des PME à créer de l'emploi, plus particulièrement par les PME privées et les artisans. Les taux de chômage en Algérie, durant la période 2005 - 2006, ont connus un déclin de 15,3% à 12,3%. Par contre, ce taux a enregistré une légère augmentation en 2007 de 1,5%.

Le tableau suivant illustre le nombre des emplois créés par les PME en Algérie :

Tableau N° 3 : Emplois créés par les PME

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'emplois	1.625.686	1.724.197	1.776.461	1.915.495	2.082.304	2.238.233	2.540.698

Source : Elaboration personnelle à partir des statistiques du ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement

Le tableau précédent montre une augmentation significative des emplois créés par les PME. Le nombre d'emploi est passé de 639.000 à plus de 2.540.000 en 2016. A noter que l'effectif global des PME a progressé de 7,16% entre 2015 et 2016. Ceci est dû essentiellement aux divers programmes publics concernant la promotion de l'emploi de jeunes chômeurs, surtout à travers les dispositifs de l'ANSEJ qui a donné aux jeunes la possibilité de créer leurs propres emplois.

Durant 2001 - 2007, l'Algérie a connu une augmentation importante des taux d'emploi. Ceci est dû aux avantages fiscaux réalisés par la loi d'orientation et de promotion des PME de 2001 et par l'augmentation de l'offre d'emploi généré par l'ANEM et la DAS. Après 2007, il y eu une récession en terme de création d'emploi. Cette période a connu une progression des PME créées dans le cadre des dispositifs ANSEJ et CNAC, d'une part, mais la suppression des avantages parafiscaux et la réduction des cotisations patronales dont plusieurs activités n'ont pas pu déclarer leurs employés, d'autre part, ce qui explique la diminution de création d'emploi par les PME. Le nombre d'emplois généré par les PME publiques ne cesse de régresser suite à la diminution de leur nombre. En effet, le nombre de postes d'emplois créés par les PME privées, avec la prise en considération les chefs d'entreprises déclarés auprès la CASNOS, est passée de 1.625.686 en 2010 à 2.540.698 emplois en 2016, soit une augmentation de 70% environ durant les cinq dernières années.

Cette amélioration ne doit pas, cependant, masquer le fait que ce taux de participation des PME à l'emploi est loin d'être celui des pays développés. Ceci s'explique par le fait que les PME algériennes sont majoritairement de très petites entreprises où leurs capacités à générer de nouveaux emplois sont limitées. En plus, le secteur privé en Algérie se concentre autour des secteurs où le taux de création d'emploi est le plus faible tels que le commerce et les services.

3-2 Contribution des PME au produit intérieur brut :

Les PME jouent un rôle prépondérant dans la création de la valeur ajoutée, qui mesure la production créée et vendues par une entreprise. La valeur ajoutée à l'échelle nationale est désigné par le PIB algérien, qui représente la somme des valeurs ajoutées de l'ensemble des entreprises dans différents secteurs.

Les données du tableau ci-dessous nous montrent la contribution des PME au PIB hors hydrocarbures :

Tableau N° 4 : Part des PME dans le PIB hors hydrocarbures en Mds DA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PIB	5.509	6.061	6.606	7.634	8.525	9.237,87

Source : Elaboration personnelle à partir des statistiques du ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement

D'après le tableau, nous pouvons constater que la part des PME dans le PIB hors hydrocarbures a connu une croissance appréciable. Sa valeur a presque doublé de 2010 à 2015. En dépit de leur

nombre, la participation des PME algériennes reste restreinte dans la création de la richesse, qui n'est que 1,3%, alors qu'elle est de l'ordre de 56% en France. Ceci revient aux contraintes financières, foncières... etc., qui demeurent un obstacle devant les PME. Malgré les efforts de l'Etat pour promouvoir les PME, mais ceci reste limité puisque plus de 90% de la croissance est générée par les hydrocarbures.

II- Revue de littérature :

Au début, la taille de l'entreprise n'a pas particulièrement intéressé les économistes. Adam Smith pense que la maximisation des profits favorise la croissance, quelle que soit la taille de l'entreprise. Les économistes ont commencé leurs recherches par les grandes entreprises, en étudiant les problèmes d'économie d'échelle (Berle et Means, 1934), la taille optimale (Pigou, 1920 ; Gould, 1921 ; Pratten, 1971), l'effet de la taille sur les organisations (Pugh et al, 1968). C'est avec les économistes de la concurrence imparfaite (Robinson, 1969) que s'est posé le problème de la taille.

Jusqu'à la fin des années 70, les théories dominantes inspirées des néoclassiques et néokeynésiens, fonctionnaient avec succès. Au début des années 80, les politiques classiques de relance s'avèrent insuffisantes et inefficaces dû à la faiblesse des taux de croissance, la persistance du chômage, l'inefficacité de la grande entreprise...etc. Les nouvelles théories du développement économique reposent sur la promotion des PME et affirment que la PME est mieux adaptée pour résoudre les problèmes qui se posent aux économies actuelles qui ont besoin de plus en plus de flexibilité, de souplesse, d'adaptation, d'innovation...etc ; c'est ce qui caractérise les PME et les rend plus appropriées au développement économique.

Ces dernières décennies, une vaste littérature théorique et empirique a essayé de traiter le lien entre l'évolution du secteur des PME et la croissance économique. Ces études concluent que la PME est le moyen le plus efficace pour relancer une économie afin d'améliorer la croissance économique des pays.

L'analyse quantitative et qualitative de Lecture (1996), sur 336 entreprises, nous donne une image des PME françaises des années 1920. L'auteur démontre le dynamisme des PME et dégage des éléments essentiels à la compréhension de leur contribution à la croissance économique. L'auteur abouti à une conclusion fondamentale : la contribution des PME à la croissance économique se fait essentiellement par le renouvellement des effectifs des PME.

Labaronne (2001), dans son étude entre 1990 et 1999 sur 25 pays de l'Est, cherche l'origine des trajectoires nationales de croissance dans les échecs ou les succès des programmes nationaux de la petite privatisation c'est-à-dire l'émergence et le développement des petites entreprises privées. Les résultats d'une démarche économétrique (Modèle à effets fixes sur données de panel) suggèrent que le développement des microentreprises associé à la petite privatisation exerce un impact non négligeable sur la croissance économique.

Gebremarian et autres (2004) ont essayé d'étudier l'impact des PME sur le taux de croissance économique et sur l'incidence de la pauvreté en Virginie occidentale entre 1980 et 2001, tout en contrôlant simultanément d'autres facteurs macroéconomiques affectant la croissance économique et le niveau de pauvreté. Les résultats de la méthode MCO montrent un lien positif entre le développement du secteur des PME et la croissance économique.

A travers une enquête de l'OCDE en 2004, ils ont essayé d'étudier les caractéristiques des PME et leur contribution au développement. Les résultats de cette enquête ont montré que les PME génèrent plus de 55% du PIB et plus de 65% du nombre total d'emplois dans les pays à revenu

élevé. Les PME et les entreprises du secteur informel génèrent plus de 60% du PIB et plus de 70% du nombre total d'emplois, dans les pays à faible revenu, et plus de 95% du nombre total d'emploi et environ 70% du PIB dans les pays à revenu intermédiaire.

Djemai (2013) a essayé d'évaluer les effets des plans d'investissements publics, pour la période 2001 - 2004, sur la promotion des PME exportatrices. Les résultats d'une étude analytique ont montré que la croissance économique hors hydrocarbures est peu diversifiée et donc les effets des programmes d'investissements sur la promotion des PME n'ont pas donné les résultats souhaités.

L'objectif de l'article d'El Saady (2011) est d'étudier le secteur des PME égyptiennes et d'analyser leur influence sur l'économie d'Egypte, durant la période 2000 - 2008. L'auteur a conclu que cette période a connu une amélioration du PIB qui ne s'est pas traduite par une réduction des taux de pauvreté, par une meilleure distribution des richesses ou par une augmentation des dépenses par habitants ; elle s'explique essentiellement par une hausse des recettes générées par le Canal de Suez, le tourisme, le pétrole ou l'envoi de fonds des travailleurs du Golf, mais n'étant en aucun cas le fruit du développement du secteur des PME. L'auteur ajoute que ce dernier rencontre un certain nombre de contraintes. Il insiste sur la nécessité de se concentrer sur les PME et les programmes d'entrepreneuriat innovants.

Gharbi (2011) a tenté d'analyser le rôle des PME/PMI dans le développement de l'économie algérienne en matière d'emploi et de croissance, durant la période 2003 – 2010. L'auteur a conclu que le secteur des entreprises à taille réduite ne peut être efficace en présence de contrainte.

Kadri (2013) a essayé d'analyser l'effet des PME sur la création d'emploi entre 2002 et 2012. Les résultats d'une étude analytique ont révélé que les PME en Algérie demeurent trop fragiles et ne contribuent pas d'une manière efficace à la création d'emploi.

L'article de Si Lekhal et autres (2013), à travers une étude descriptive et analytique, durant la période 2004 – 2011, vise à comprendre le rôle des PME dans l'économie algérienne, et essaye de montrer l'apport de ces entreprises en termes de création d'emploi et de la valeur ajoutée. Les auteurs ont également essayé d'analyser les obstacles que rencontrent les entrepreneurs algériens et les contraintes de développement des PME en Algérie.

L'objectif de la thèse de Dechera (2014) est d'analyser l'enjeu que représentent la réussite et de développement des PME pour l'emploi, la croissance et le développement économique algérien. Les résultats d'une enquête effectuée sur le terrain, sur des PME oranaises, durant la période 2007 - 2012, ont montré que la PME algérienne reste lointaine pour être compétitive et plus développée, ainsi que sa participation au développement est fragile et ne réponds pas aux exigences souhaitées.

Badri (2015) a tenté d'analyser le rôle des PME dans le développement local et régional, pour un échantillon des PME de l'ouest de l'Algérie, durant la période 2003 – 2011. L'auteur a conclu que la promotion des PME est une solution viable pour développer l'économie nationale et accroître la croissance de l'économie algérienne.

L'enquête menée par la conférence internationale du travail l'hors de sa 104^e section, en 2015, a fourni une analyse sur le rôle des PME au regard de l'emploi, de la croissance économique et sur les difficultés qu'elles confrontent. Les données empiriques confirment que les PME sont un véritable moteur de la création d'emplois, mais leur productivité et leurs salaires sont inférieurs à ceux des grandes entreprises. L'analyse montre également une corrélation significative entre la création des PME et la croissance économique.

Bouchikhi et autres (2016), dans leur étude, ont essayé d'analyser la contribution des PME à l'économie algérienne à l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaires, durant la période de

2001 à 2013. Les auteurs ont conclu que les PME ont un effet positif sur la croissance économique. Par contre, les efforts menés par l'Etat pour diversifier l'économie et promouvoir les PME reste faibles, étant donné que la mise à niveau des PME a connue des contraintes.

Le but de l'article de Bouchikhi et Yagoub (2017) est d'étudier l'impact de la création des PME/PMI sur l'amélioration de la qualité de vie, à partir d'une étude économétrique (MCO) sur la période allant de 2001 jusqu'à 2013. Les résultats ont montré que la stratégie adoptée par l'Etat algérien pour la création et la promotion des PME/PMI en Algérie a un impact positif sur le développement du pays.

Bien qu'une large littérature empirique, sur le rôle de la contribution des PME à la croissance économique, ait été largement proposée, il est important d'analyser ce lien, en Algérie, à l'aide d'une méthode économétrique.

III- Méthodologie de l'étude :

Notre étude porte sur l'analyse empirique de la relation entre l'évolution du secteur des PME et la croissance économique en Algérie entre 2001 et 2016.

Cette partie est divisée en deux axes. Le premier est consacré à la présentation du modèle utilisé dans notre approche en identifiant les variables et la période de l'estimation. Le deuxième axe élabore les différents résultats ainsi que leur interprétation.

1- Modèle à estimer et présentation des variables :

L'objectif principale de notre article est d'étudier l'impact de l'expansion des petites et moyennes entreprises sur le taux de croissance du produit intérieur brut en Algérie durant la période 2001 – 2016, tout en contrôlant d'autres facteurs de nature macroéconomique affectant la croissance économique.

La création de nouvelles entreprises conduit à la création de nouveaux emplois et à la réduction du chômage, ce qui conduit à l'augmentation de la croissance économique. Nous avons ajoutée au modèle une nouvelle variable qui concerne la valeur ajoutée créée par les PME puisqu'elles contribuent à la croissance économique. Cet indicateur mesure la richesse créée par les PME. Nous avons aussi introduit au modèle une variable macroéconomique ; l'inflation, qui est une variable de contrôle.

Pour analyser la relation entre les PME et la croissance économique, le modèle économétrique suivant est évalué :

$$GDP_{it} = \alpha + \beta_1 PME_{it} + \beta_2 Emploi_{it} + \beta_3 VA_{it} + \beta_4 Chom_{it} + \beta_5 INF_{it} + u_{it}$$

Avec :

- α : Représente la valeur constante dans l'équation.
- GDP_{it} : Représente la variable dépendante. Il s'agit de la croissance économique mesurée par le PIB réel par habitant.

La croissance économique est un phénomène qui désigne l'augmentation durable de la production de biens dans un pays. Elle est mesurée par le taux d'accroissement du PIB en termes réel d'une année sur l'autre ou par rapport à une année de référence. Une croissance cumulative sur plusieurs années est en principe le meilleur garant contre le chômage.

- PME_{it} : Nombre de PME créées. Il s'agit des nouvelles entreprises enregistrées chaque année.

- $Emploi_{it}$: Les emplois créés par les PME.
- VA_{it} : La valeur ajoutée créée par les PME.
- $Chom_{it}$: Le nombre des chômeurs enregistrés chaque année.
- INF_{it} : Le taux d'inflation.
- u_{it} : Le terme d'erreur.

Les données de cette étude sont reprises des publications du ministère de l'industrie, de la PME et la promotion de l'investissement, et des données de la banque mondiale (World DevelopmentIndicators).

L'équation est estimée en utilisant une régression multiple sur des observations annuelles de données de séries temporelles de 2001 à 2016.

Les variables du modèle ont été transformées sous forme de logarithme afin d'éviter les problèmes d'hétérogénéité.

Les estimations des coefficients de l'équation de régression fournissent une mesure directe de l'élasticité de la variable dépendante par rapport à chacune des variables explicatives du modèle. Les données du produit intérieur brut sont en pourcentage.

La spécification finale de notre modèle est comme suit :

$$GDP_{it} = \alpha + \beta_1 \text{Log } PME_{it} + \beta_2 \text{Log } Emploi_{it} + \beta_3 \text{Log } VA_{it} + \beta_4 \text{Log } Chom_{it} + \beta_5 \text{Log } INF_{it} + u_{it}$$

2- L'interprétation des résultats :

Afin de tester la stationnarité des séries, nous avons procédé au test ADF (Augmented Dickey Fuller) dont les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau N° 5 : Résultats du test ADF

Variables	Level			I(d)
	Intercept	Trend and intercept	None	
GDP	0,00	0,00	0,00	I(0)
PME	0,00	0,00	0,00	I(0)
EMPLOI	0,00	0,00	0,00	I(0)
VA	0,00	0,01	0,00	I(0)
CHOM	0,00	0,01	0,00	I(0)
INF	0,00	0,00	0,00	I(0)

Source : Elaboration personnelle à partir d'EvIEWS 9

Selon le tableau N°5, nos séries sont stationnaires, puisque la probabilité est inférieure à 5%. Ce qui nous emmène à estimer notre modèle par une régression multiple à l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

L'équation suivante représente les résultats de l'estimation.

$$GDP_{it} = 50.65370*** + 0.298541** \text{Log } PME_{it} - 6.992463** \text{Log } Emploi_{it} + 3.925323 \text{Log } VA_{it} + 19.44871*** \text{Log } Chom_{it} - 0.195451* \text{Log } INF_{it} + u_{it}$$

Note : ***, ** et * indiquent respectivement les niveaux de significativité 1%, 5% et 10%.

Le modèle de régression analyse la contribution des PME à la croissance économique en Algérie durant la période allant de 2001 jusqu'à 2016.

Les résultats indiquent que notre modèle est globalement significatif puisque la probabilité de Fischer est inférieure à 5%. L'ajustement du modèle économétrique est de qualité supérieure puisque le coefficient de détermination (R^2) est de 0,59, ce qui veut dire que 59% de la variable dépendante peut être expliquée par les variables indépendantes. Ainsi que la variable de Durbin Watson (DW) est égale à 2,34 d'ordre 1. Donc il n'y a pas de problème d'autocorrélation des résidus. Le tableau ci-dessous montre les résultats du test de Breusch -Godfrey (qui permet de tester une autocorrélation d'un ordre supérieur à 1), du test d'hétéroscédasticité et les résultats du test de normalité:

Tableau N° 6 : Résultats des tests

Tests	Prob
Autocorrélation	0.2187
Hétéroscédasticité	0.0973
Normalité	0.1987

Source : Elaboration personnelle à partir d'Eviews 9

Les résultats du tableau N°6 montrent que les erreurs sont statistiquement non significatives, ce qui signifie qu'elles ne sont pas autocorrélées d'ordre 2. Nous acceptons donc l'hypothèse d'indépendance des erreurs. Les résultats montrent l'absence d'hétéroscédasticité, ils révèlent également que les résidus suivent la distribution de la loi normale.

Les résultats de l'estimation montrent qu'il existe une relation positive entre les PME et la croissance économique. Ceci veut dire que l'augmentation de la création d'entreprise entraîne une augmentation de la croissance économique. Par contre, leur impact sur le PIB reste faible et loin des espérances attendues, même s'il est positif, car ces entreprises activent principalement dans le secteur des services, et le BTP, peu créateurs de richesse, contrairement aux PME des pays développés qui exercent leurs activités dans le secteur industriel.

Concernant les emplois créés par les PME, les résultats indiquent un effet négatif sur la croissance économique. Plus les emplois créés par les PME augmente, plus le taux du PIB diminue. Ceci est justifié par le fait que les salariés des PME sont des salariés de l'Etat qui a mis en œuvre des dispositifs de la lutte contre le chômage, comme par exemple de l'ANEM et la CNAC. Ces salariés sont déclarés comme employés dans les entreprises, mais c'est l'Etat qui paye leurs charges. Par conséquent, ce type d'emploi exerce un effet négatif sur la croissance économique.

Les PME contribuent à la création d'emploi dans des secteurs où elles activent (principalement les services). Cette contribution a connu une évolution significative ; 10% en 2001, cette part est passée à plus de 15% en 2007, elle représente aujourd'hui 18% de l'emploi total.

La participation des PME à l'emploi reste limitée puisque le nombre moyen des salariés par entreprise varie entre 2 et 3. En plus, les stratégies de ces entreprises ne sont pas portées sur la croissance puisqu'elles rencontrent plusieurs contraintes dues au climat des affaires.

La valeur ajoutée créée par les PME a un impact positif mais non significatif, sur la croissance économique. Ceci est expliqué par le fait que le PIB algérien est composé majoritairement des recettes des hydrocarbures, BTP, service et commerce.

Les résultats révèlent une relation positive entre le chômage et la croissance économique. Ceci veut dire que la baisse du taux de chômage ne conduit pas à une augmentation de la croissance économique.

Le taux de chômage en Algérie est en baisse accélérée. Il est passé de 30% en 2000 à 15% en 2005, puis environ 11% ces dernières années. Par contre, le taux du PIB est fluctuant sur la même période. La baisse du taux de chômage est non accompagnée par une augmentation de la croissance économique. Selon Deiss et Gugler (2012), quand le chômage baisse d'un point de pourcentage, la croissance économique augmente de trois points de pourcentage.

Notre résultat est expliqué par les divers programmes de promotion de l'emploi et de la lutte contre le chômage menés par les pouvoirs publics où l'emploi est créé majoritairement dans l'administration et les services ainsi que dans d'autres secteurs non productifs.

Concernant l'impact de l'inflation sur la croissance économique, les résultats indiquent un signe négatif. Une augmentation de l'inflation entraîne une diminution de la croissance économique. C'est le cas de l'Algérie qui a perdu le contrôle de l'économie et ne maîtrise pas l'allocation optimale des ressources. A cela s'ajoute le glissement du dinar qui a perdu plus de 20% de sa valeur ces dernières années. Les prochaines années, nous devons nous attendre à un taux d'inflation encore plus grand dû au financement non conventionnel.

Conclusion :

Dans cette étude, la relation entre l'évolution du secteur des PME et la croissance économique en Algérie, est analysée à l'aide de données chronologiques de 2001 à 2016.

Les résultats de l'analyse indiquent un effet positif des PME sur la croissance économique, mais avec un coefficient lointain des espérances, malgré les dispositifs mis en place par l'Etat algérien pour promouvoir les PME et diversifier l'économie.

Afin de répondre à notre problématique, nous avons procédé à une analyse quantitative et analytique expliquant de degré de contribution des PME à la croissance économique en Algérie. Nous avons ensuite, testé cette relation à travers une étude économétrique. Les résultats de cette étude indiquent que :

- La contribution des PME à la croissance économique en Algérie reste faible en vue de leur nombre limité en comparant avec celui des pays développés.
- Ces entreprises exercent leurs activités dans des secteurs non productifs de richesse.
- La concentration des PME est plutôt dans des créneaux délaissés par le secteur public, et toujours caractérisées par de faibles niveaux d'innovation.
- Et enfin, une partie des activités des PME se pratique dans l'informel.

Bibliographie :

1. Badri. A. (2015). PME territoriales et développement régional en Algérie : Défis et perspectives. Thèse de Doctorat en sciences économiques, Université de Tlemcen. Algérie.
2. Bouchikhi. M.R et Yagoub. M. (2017). L'impact de la création des PME/PMI sur l'IDH en Algérie : Etude économétrique 2001 – 2013. European Scientific Journal, Vol 13, N°25, 251 - 263.

3. Bouchikhi. M.R, Rahmani M K et Ghrissi. L. (2016). Contribution des PME à la croissance économique hors hydrocarbures en Algérie. *Maghreb Review of Economic and management*, Vol 3, N° 1, Mars.
4. Conférence internationale du travail, 104^e session (2015). Les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents et productifs. Bureau International du Travail, Genève.
5. Dechera. M. (2014). Stratégie de développement des PME et le développement local : Essai d'analyse à partir du cas de la région nord-ouest. Mémoire de Magister, Université d'Oran, Algérie.
6. Deiss. J et Gugler. PH. (2012). Politique économique et sociale. Edition de BOECK, Bruxelles, Belgique.
7. Djemai. S. (2013). Les PME exportatrices : Croissance économique hors hydrocarbures. Communication de colloque international sur : Evaluation des effets des programmes d'investissements publics 2001 - 2004 et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique, le 11 et 12 Mars 2013, Université de Sétif 1, Algérie.
8. El Saady. S. (2011). Le rôle des petites et moyennes entreprises (PME) au sein des économies méditerranéennes : L'expérience égyptienne. *Economie et Territoire*, 246 - 249.
9. Gebremarian. G.H., Gebremedhin. T.G. et Jackson. R.W. (2004). The role of small business in economic growth and poverty alleviation in West Virginia: An empirical analysis. *Research Paper N° 10*.
10. Gharbi. S. (2011). Les PME/PMI en Algérie : Etat des lieux. Document de travail, Cahiers du LAB.RII, N° 238.
11. Journal officiel : Loi N° 01/18 du 12/12/2001 portant loi d'orientation sur la promotion des PME.
12. Kadri. M. (2013). Relation entre PME et emploi en Algérie : Quelle réalité ?. Communication de colloque international sur : Evaluation des effets des programmes d'investissements publics 2001 - 2004 et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique, le 11 et 12 Mars 2013, Université de Sétif 1, Algérie.
13. Labaronne. D. (2001). Privatisation et croissance dans les pays de l'Est. *Economie Internationale*, La revue du CEPPII, N° 86, pp77 - 98.
14. Lecture. M. (1996). PME et croissance économique : L'expérience française des années 1920. *Economica*, Collection Economies et Sociétés Contemporaines, Paris, 350 p.
15. OCDE. (2004). Chapitre 1 : Caractéristiques et importance des PME. *Revue de l'OCDE sur le développement*, Vol 2, N° 5, pp 37 - 46.
16. Si Lakhal. K., Korichi. Y. et Gaboussa. A. (2013). Les PME en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives. *مجلة أداء المؤسسات الجزائرية*, N° 4, pp 29 - 49.
17. Statistiques du ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement.